

**ACCORD-CADRE DE SERVICES**

Réalisation de prestations de désinfection des locaux, bâtiments et équipements de la Préfecture de police situés en Ile de France

***Règlement de la consultation (RC)***  
***Commun à tous les lots***

Consultation n°  
Date limite de remise des plis

E2025BM112  
22 août 2025 à 12 heures

## 1. **OBJET DU MARCHÉ**

### ■ **Acheteur :**

Préfecture de Police de Paris  
1 bis rue de Lutèce  
75004 Paris

### ■ **Description de la prestation :**

Le présent marché est un accord-cadre pour la réalisation de prestations de désinfection des locaux, bâtiments et équipements de la Préfecture de Police situés en Ile-de-France. Il s'agit d'un groupement de commande en raison des services financés tant sur le budget de l'État que sur le budget spécial de la Préfecture de Police. La Préfecture de Police prise en sa qualité de pouvoir adjudicateur « État » est désigné coordonnateur du groupement.

Les opérations de désinfection comprennent 2 catégories :

#### **1. Décontamination - traitement anti-parasitaire**

Traitement des risques liés aux maladies à déclaration obligatoire et/ou infectieuses, aux insectes et parasites déposés par des humains. Exemples : tuberculose, VIH, hépatites, nettoyage de sang (si risque infectieux), etc.

#### **2. Nettoyage spécialisé - Assainissement**

- Assainissement : Traitement des risques liés aux déchets humains et matières organiques putrescibles. Exemples : excréments, urine, vomissures, sang, crachats, dégorgement d'eau usée, etc.
- Nettoyage après un décès : Traitement des risques liés aux opérations de nettoyage suite à un décès naturel, à un accident ou un suicide.
- Nettoyage de déchets animaliers : Traitement des risques liés aux opérations de nettoyage des déchets animaliers.

Code CPV	Libellé CPV
90921000-9	Services de désinfection et de désinfestation

### ■ **Caractéristiques principales du contrat :**

Type de contrat	Accord-cadre mono-attributaire de services s'exécutant par bons de commandes sans montant minimum et avec un montant annuel maximum fixé dans l'acte d'engagement de chaque lot
Allotissement	2 lots

Tranches	Sans objet
Lieu d'exécution	Île-de-France Départements 75 – 92 – 78 – 95 – 93 – 77 – 94 – 91
Durée	12 mois reconductible 1 fois par période de 12 mois et par reconduction tacite
Nature des prix	Prix unitaires

■ **Allotissement :**

Les présent accord-cadre est décomposé en 2 lots comme suit

Lot	Objet
1	Départements 75, 92, 78, 95, sites du Pré-Saint-Gervais (93) et de Créteil (94) <b>Montant maximum annuel à la hauteur de 195 000,000 € HT</b>
2	Départements 77, 91, 93, 94 <b>Montant maximum annuel à la hauteur de 120 000,00 € HT</b>

■ **Procédure de passation :**

La procédure de passation utilisée est l'appel d'offres ouvert en application des articles R.2124-2 et suivants du Code de la commande publique. L'estimation du montant du marché étant supérieur au seuil des procédures formalisées et afin de permettre le plus large accès possible à la commande publique, l'acheteur a choisi de passer le marché selon la procédure d'appel d'offres ouvert conformément à l'article R.2124-2 1° du Code de la commande publique.

■ **Variante obligatoire imposée par l'acheteur :**

L'acheteur public n'impose aucune variante.

■ **Variante à l'initiative des candidats :**

Les variantes à l'initiative des candidats sont interdites.

■ **Option : Prestation Supplémentaire Eventuelle (PSE) :**

Le marché ne comprend pas d'option type prestation supplémentaire éventuelle.

■ **Clause sociale de formation sous statut scolaire » au bénéfice de jeunes en situation de décrochage scolaire :**

Afin de promouvoir la diversité et combattre l'exclusion, la Préfecture de police souhaite mobiliser les entreprises dans le cadre de sa politique d'Achats responsables.

En application des articles L2112-2 et L2112-4 du Code de la commande publique 2019, les soumissionnaires doivent obligatoirement proposer une action permettant la formation d'un ou plusieurs jeunes en situation de décrochage scolaire, de 16 à 25 ans, suivie par la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire (MLDS) du ministère chargé de l'Education nationale.

Cette exigence se présente sous la forme d'un volume horaire minimum et constitue une condition d'exécution du présent marché.

Le volume horaire minimum exigé est celui indiqué dans le cahier des clauses administratives particulières à l'article « Clause sociale – Action de formation sous statut scolaire au bénéfice de jeunes en situation de décrochage scolaire ». Il est à réaliser pendant toute la durée du marché. Néanmoins, les soumissionnaires peuvent dépasser ce volume horaire s'ils le souhaitent.

Les soumissionnaires doivent impérativement compléter l'annexe 1 du CCAP à savoir la Fiche entreprise « Proposition d'un parcours pour un jeune en situation de décrochage scolaire ». Cette fiche constitue le cadre de réponse concernant la clause sociale prévue au contrat.

L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait qu'ils doivent s'engager à accomplir la clause sociale et remplir la fiche entreprise de manière la plus exhaustive possible en tenant compte du public concerné.

Le défaut de transmission de la fiche entreprise dûment complétée avec les informations requises rend automatiquement l'offre du soumissionnaire irrégulière.

■ **Réponse et groupement :**

Les candidats peuvent se présenter sous forme d'entreprise individuelle ou de groupement d'opérateurs économiques conjoint ou solidaire.

En application de l'article R2142-21 du Code de la commande publique, il est interdit aux candidats de présenter pour le présent marché plusieurs offres en agissant à la fois :

1° En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;

2° En qualité de membres de plusieurs groupements.

Sans préjudice du I de l'article L2141-13 du Code de la commande publique, la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché public. Toutefois, en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander au pouvoir adjudicateur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation du pouvoir adjudicateur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées. Le représentant du pouvoir adjudicateur se prononce sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants ou entreprises liées présentés à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

La forme du groupement n'est pas imposée.

En application de l'article R2142-22 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur impose que le mandataire du groupement conjoint soit solidaire, pour l'exécution du présent marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

Le soumissionnaire ne peut pas répondre en tant que titulaire et cotraitant d'un ou plusieurs groupements. Dans le cas contraire, tous les groupements sont éliminés.

#### ■ **Délai validité des offres**

Le délai de validité des offres est de 180 Jours à compter de la date limite de réception des offres.

#### ■ **Modalités de retrait du dossier de consultation :**

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil acheteur : **[www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)**.

#### ■ **Dossier de consultation**

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

- Acte d'engagement, propre à chaque lot, et son annexe suivante :
  - o Annexe 1 : Bordereau des Prix Unitaires (BPU), propre à chaque lot ;
- Cahier des clauses administratives particulières (CCAP), commun à tous les lots, et ses annexes :
  - o Annexe 1 : Fiche entreprise « proposition d'un parcours pour un jeune en situation de décrochage scolaire » ;
  - o Annexe 2 : « Clause sociale de formation sous statut scolaire : mode d'emploi » ;
- Cahier des clauses techniques particulières (CCTP), commun à tous les lots ;
  - Le présent règlement de consultation (RC), commun à tous les lots, et son annexe suivante :
    - o Annexe 1 : Modalités de remise des plis.
  - La Lettre de candidature (DC1) ;
  - La Déclaration du candidat (DC2) ;
  - La Déclaration de sous-traitance (DC4) ;
  - Cadre de réponse technique/mémoire technique.

■ **Visite des lieux :**

Aucune visite des lieux n'est prévue.

## 2. **PRESENTATION DES PROPOSITIONS**

■ **Modalités de remise des candidatures et de offres :**

Les candidatures et offres doivent être adressées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de manière électronique sur les profils acheteur : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr).

Les modalités de remise des plis sont fixées en annexe 1 au présent règlement de consultation.

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

Le soumissionnaire est tenu de déposer un seul pli sur la plateforme de dématérialisation contenant l'ensemble des documents requis. Il est rappelé que si plusieurs plis sont transmis par un même opérateur économique, seul le dernier reçu dans le délai fixé pour la remise des offres sera ouvert.

■ **Contenu des plis :**

A l'appui de leur candidature, les opérateurs économiques doivent fournir :

Document	Descriptif
Certificats de qualification professionnelle ou équivalent	<p>Le candidat fournit les certificats de qualification professionnelle, établis par des organismes indépendants.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Pour l'entreprise, sauf exemption :<ul style="list-style-type: none"><li>○ l'agrément pour la distribution, l'application en prestation de service et le conseil à l'utilisation de produits phytopharmaceutiques (le certificat d'entreprise CERTIPHYTO).</li></ul></li><li>• Pour chaque agent :<ul style="list-style-type: none"><li>○ un certificat individuel CERTIBIOCIDÉ (arrêté du 9 octobre 2013) ;</li><li>○ un certificat individuel CERTIPHYTO (arrêté du 25 novembre 2011).</li></ul></li></ul> <p><i>NB : Tous les professionnels exerçant une activité en lien avec les produits pharmaceutiques, quel que soit leur statut ou leur secteur d'activité, ont l'obligation de détenir le Certiphyto depuis 2015. En cas de non utilisation de ces produits, ledit Certiphyto n'est pas nécessaire.</i></p>

Document	Descriptif
	Le pouvoir adjudicateur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats-membres.
Chiffre d'affaires	<p>Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de la création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.</p> <p>En application de l'article 3 de l'ordonnance n°2020-738 du 17 juin 2020 portant diverses mesures en matière de commande publique, le pouvoir adjudicateur ne prendra pas en compte de la baisse de chiffre d'affaires intervenue au titre du ou des exercices sur lesquels s'imputent les conséquences de la crise sanitaire liée à l'épidémie de COVID-19.</p>
Déclaration des effectifs moyens	Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années.
Déclaration du candidat (DC2)	Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (DC2 disponible sur <a href="http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat">http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat</a> )
Lettre de candidature (DC1)	Lettre de candidature-Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur <a href="http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat">http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat</a> )
Déclaration de sous-traitance (DC4)	Seulement en cas de présentation des capacités professionnelles techniques et financières d'un sous-traitant. (DC4 disponible sur <a href="https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat">https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat</a> )
Pouvoirs	Le document attestant des pouvoirs de la personne habilitée à engager la société. Si cette personne est habilitée de droit à engager la société, elle peut fournir : un extrait K bis, les statuts de la société, la délibération du conseil d'administration ou tout autre document. Si elle agit en vertu d'une délégation de pouvoir, elle devra fournir une attestation de délégation signée par la personne habilitée de plein droit à engager la société et tout document attestant que la personne qui délègue est elle-même habilitée à engager la société.
Une liste des principales livraisons effectuées ou des principaux services fournis au cours des trois dernières années	Liste des principales livraisons effectuées ou des principaux services exécutés (3 dernières années) indiquant le montant, époque, lieu d'exécution et le destinataire public ou privé. Le cas échéant, afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, l'acheteur peut indiquer que les éléments de preuve relatifs à des produits ou services pertinents fournis il y a plus de trois ans seront pris en compte. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées

Document	Descriptif
	par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.

Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques conformément à l'article R.2143-12 du Code de la commande publique, il doit justifier des capacités de ce ou ces derniers en apportant la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du présent marché. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

L'opérateur économique peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles.

L'opérateur économique n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre, en plus de l'annexe à l'acte d'engagement :

- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

L'offre des candidats est composée des documents suivants :

Document	Descriptif
Acte d'engagement du lot soumissionné	Le candidat doit obligatoirement remplir l'acte d'engagement du lot soumissionné rédigé par l'acheteur joint au dossier de consultation des entreprises. Tout acte d'engagement résultant d'un modèle établi par le candidat sera automatiquement rejeté.
Bordereau de Prix Unitaires du lot soumissionné	Le bordereau de prix unitaires du lot soumissionné devra être remis au format excel ou équivalent.
Mémoire technique du lot soumissionné	<p>L'offre technique du candidat doit être établie et rédigée en répondant à l'ensemble des critères d'attribution énoncés au présent règlement de consultation, accompagnée des pièces requises.</p> <p>Le mémoire technique a pour objet de juger la qualité technique de l'offre de l'entreprise. Les renseignements indiqués dans ce mémoire technique explicatif doivent être seulement et strictement liés à l'opération objet de la présente consultation. Ils</p>



Document	Descriptif
	<p>ne doivent pas être de simples énumérations de l'organisation des moyens généraux de l'entreprise.</p> <p>Afin de faciliter la lecture et la compréhension de son offre, il est demandé à chaque candidat de rédiger sa réponse technique en respectant strictement l'ordonnancement et les intitulés des sous critères figurant dans le règlement de consultation. Il est attendu du candidat à ce qu'il réponde clairement et exhaustivement à chaque sous-critère pour permettre d'apprécier au mieux son offre.</p> <p>Seules les réponses à ces points seront prises en compte pour les notations des critères « valeur technique » et « valeur environnementale ».</p> <p>Le non-respect des sous-critères est susceptible d'affecter la note technique du candidat en cas de réponse confuse ou désordonnée.</p>
Fiche entreprise clause sociale	L'annexe 1 au CCAP relative à la Proposition d'un parcours pour un jeune en situation de décrochage scolaire renseignée.

### 3. **JUGEMENTS DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

#### ■ **Critères de sélection des candidats :**

Les candidatures seront analysées et sélectionnées en fonction des critères suivants :

Critère	Complément
1. Garanties et capacités techniques, professionnelles et financières	Sans objet

#### ■ **Critères de jugement des offres :**

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

Critère	Complément
1. Prix (pondération 50%)	<p>Le nombre de points attribué au candidat sera obtenu au moyen de la formule suivante :</p> <p><b>Note = (Prix solution moins élevée HT / Prix solution analysée HT) <sup>3</sup> X 100</b></p>

Critère	Complément
	<p>(*) Sous réserve que l'offre ne soit pas anormalement basse</p> <p>Sur la base d'un Détail Quantitatif Masqué préalablement réalisé par le pouvoir adjudicateur avant le lancement de la consultation.</p> <p>Cette note sur 100 points sera ensuite pondérée à 50% pour obtenir la note finale pour le critère prix.</p>
2. Valeur technique (pondération 40%)	La valeur technique sera notée sur 100 points avec une pondération à 40% en fonction des sous-critères suivants :
2.1 : Moyens humains et techniques dédiés à l'exécution des prestations (50 points)	<p>Ce sous-critère est jugé sur la base des indications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Organisation du travail et des relations avec le pouvoir adjudicateur (suivi administratif, technique et financier) ;</li> <li>- Présentation des moyens humains dédiés au pilotage et à l'exécution des prestations du marché ;</li> <li>- Présentation des équipements/matériels dédiés au marché ;</li> <li>- Présentation des méthodes de traitement sur les sites.</li> </ul>
2.2 : Organisation, suivi et contrôle des prestations (50 points)	<p>Ce sous-critère est jugé sur la base des indications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Procédure de demande d'intervention ponctuelle non urgente ;</li> <li>- Procédure de demande d'intervention en urgence ;</li> <li>- Suivi et contrôle des interventions sur site/ traçabilité ;</li> <li>- Procédure de réclamation : avertissement lors d'un dysfonctionnement ou tout problème lié à la bonne exécution des prestations - de la réclamation à l'action corrective mise en œuvre.</li> </ul>
3. Valeur environnementale (pondération 10%)	<p>Ce critère sera jugé sur la base des indications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Présentation des produits les moins polluants (quant à leur contenu, leur emballage et leur provenance) ;</li> <li>- Présentation des méthodes alternatives pour limiter</li> </ul>

<b>Critère</b>	<b>Complément</b>
	l'impact sur l'environnement (type traitement thermique); - Gestion des déchets issus des interventions, nécessitant un traitement responsable et conforme aux normes environnementales ; - Utilisation de véhicules d'intervention respectueux de l'environnement.

### **Négociations**

En application de l'article R.2161-5 du Code de la commande publique, l'acheteur ne peut pas négocier avec les soumissionnaires.

### **Complément de candidature**

En application de l'article R.2144-2 du Code de la commande publique, s'il est constaté que des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes, l'acheteur se réserve le droit de demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous.

### **Régularisation des offres**

Les offres irrégulières seront éliminées en application de l'article R.2152-1 du Code de la commande publique.

En application de l'article R.2152-2 du Code de la commande publique, l'acheteur se réserve le droit d'autoriser les soumissionnaires à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, sous réserve qu'elle ne soit pas anormalement basse. Dans ce cas, la régularisation de l'offre ne peut avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles de l'offre. A défaut, elle sera éliminée.

### **Demande de précisions**

L'acheteur se réserve le droit de demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre. Dans ce cadre, l'acheteur se réserve le droit d'inviter chaque soumissionnaire à préciser la teneur de son offre, dans le cadre d'une soutenance orale dont la durée sera strictement identique pour tous les soumissionnaires. Cette soutenance aura exclusivement pour objet de permettre au soumissionnaire d'explicitier la teneur de son offre concernant la liste de sujets préalablement identifié par l'acheteur et notifié au soumissionnaire a minima 3 jours ouvrés avant la tenue de la réunion.

A l'issue de la réunion, le soumissionnaire disposera de 3 jours ouvrés pour formaliser, par écrit, sa réponse à la demande de précision et à la transmettre à l'acheteur via le profil acheteur (PLACE).

L'analyse des offres tiendra compte des précisions apportées par écrit par le soumissionnaire. Le soumissionnaire n'est pas autorisé à apporter de modification à son offre dans le cadre de la demande de précision.

#### 4. **ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE**

Avant notification du contrat, l'attributaire doit fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
Pièces à fournir par le candidat retenu	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Une attestation d'assurance couvrant les prestations objet du marché en cours de validité</li><li>▪ Un relevé d'identité bancaire ou postal (RIB ou RIP)</li><li>▪ Dans le cas où l'immatriculation de l'entreprise au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (article D 8222-5 du code du travail) :<ul style="list-style-type: none"><li>○ Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) de moins de trois mois ou le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion</li><li>○ Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers</li><li>○ Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente.</li><li>○ Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.</li></ul></li><li>▪ Dans le cas où il n'est pas tenu de s'immatriculer au RCS ou au RM et n'est pas en mesure de produire un extrait K ou Kbis ou une carte d'identification justifiant de son inscription au RM, le candidat individuel ou le membre du groupement doit produire le récépissé du dépôt de</li></ul>

Document	Descriptif
	<p>déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes et contributions ou cotisation sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique). Le soumissionnaire établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine.</li> <li>▪ Le cas échéant, le soumissionnaire produit les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail.</li> </ul> <p>Si le candidat retenu a présenté un ou des sous-traitants, il doit également joindre à ses propres certificats, les certificats de son ou ses sous-traitants.</p>

## 5. **RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard le 11/08/2025, une demande écrite sur le profil acheteur : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr).

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard le 13/08/2025 des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

Afin de respecter l'égalité des candidats devant l'accès à l'information, toute demande de renseignement recevable formulée par un candidat, sous réserve que cette demande ne contienne pas d'informations qui relèveraient du secret commercial et industriel ou de la vie privée, ainsi que la réponse qui lui est transmise, l'est aussi auprès des autres candidats.

Remarque : il est rappelé aux candidats qu'en cas de retrait anonyme du dossier de consultation sur la plate-forme de dématérialisation, le candidat n'aura pas accès aux différentes correspondances, et notamment la publication des questions/réponses ou encore la modification du dossier de consultation en cours de marché. Ces correspondances seront adressées uniquement aux candidats identifiés.

La responsabilité du Pouvoir Adjudicateur ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse e-mail erronée ou n'a pas communiqué d'adresse électronique ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps et en heure.

Il est précisé aux candidats que les réponses et précisions apportées par le pouvoir adjudicateur dans le cadre la consultation ont une valeur contractuelle lorsqu'elles portent sur les pièces contractuelles telles qu'elles sont énoncées au CCAP.

■ ***Voies et délais de recours***

Tribunal Administratif de Paris  
7, rue de Jouy  
75004 Paris  
Téléphone : 01 44 59 44 00  
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

■ ***Organe chargé des procédures de médiation***

Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique  
Le Médiateur des entreprises  
98-102, rue de Richelieu  
75002 PARIS  
Téléphone : 01 53 17 89 92  
Site internet : [www.mediateur-des-entreprises.fr](http://www.mediateur-des-entreprises.fr)